

Gare à l'information sur les délais d'installation d'un matériel !



© 2022 Les Echos Publishing

Le professionnel qui conclut un contrat avec un consommateur est notamment tenu de lui indiquer, lorsque ce contrat ne sera pas immédiatement exécuté, la date ou le délai auquel le bien vendu sera livré ou la prestation réalisée. À défaut, le consommateur serait en droit d'invoquer la nullité du contrat.

Et attention, lorsque le professionnel s'engage à fournir plusieurs prestations distinctes, il ne peut pas se contenter d'indiquer un délai global d'exécution, sans préciser le délai d'exécution de chacune de ces prestations. C'est ce que les juges ont décidé dans une affaire récente.

Dans cette affaire, un couple de particuliers avait conclu auprès d'un professionnel un contrat de fourniture et d'installation de panneaux photovoltaïques. Ce dernier s'était également engagé à accomplir toutes les démarches administratives requises pour cette installation. Sur le bon de commande, figurait la mention pré-imprimée selon laquelle la livraison du ou des matériaux et la pose des panneaux auraient lieu dans un délai maximal de 120 jours.

Quelque temps plus tard, les acheteurs avaient demandé l'annulation du contrat de vente. En effet, ils faisaient valoir que le bon de commande était irrégulier car il ne

mentionnait pas les différents délais d'exécution de la prestation.

Et ils ont obtenu gain de cause en justice. En effet, les juges ont considéré que l'indication du délai global de 120 jours était insuffisante car elle ne distinguait pas entre le délai de pose des modules et le délai de réalisation des prestations à caractère administratif. Et qu'en conséquence, elle ne permettait pas aux acheteurs de déterminer de manière suffisamment précise la date à laquelle le vendeur aurait exécuté ses différentes obligations.

[Cassation civile 1re, 15 juin 2022, n° 21-11747](#)

© 2022 Les Echos Publishing